

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 16

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

Si une action de l'Union apparaît nécessaire dans le cadre des politiques définies dans la Partie **III** pour réaliser l'un des objectifs fixés par la présente Constitution, sans que celle-ci ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à **la majorité renforcée** sur proposition de la Commission et **en codécision avec le Parlement européen statuant à une majorité de** (majorité renforcée), prend les dispositions appropriées.

Justification

L'exigence de l'unanimité du Conseil et de l'avis conforme du Parlement européen risquent, dans une Union de 25 Etats membres ou plus, de rendre inopérante cette clause de flexibilité. On notera également que l'avis conforme du Parlement privera ce dernier de toute capacité réelle de négociation puisqu'il n'aura d'autre choix que d'accepter ou de refuser. Une majorité surqualifiée (à définir) au Conseil et au Parlement devrait être suffisante que pour éviter un usage abusif de cette clause.

Par ailleurs, la clause de flexibilité devrait être placée à la suite du titre sur les instruments plutôt que d'être intégrée dans le titre des compétences. La clause de flexibilité ne vise en effet pas à combler une insuffisance de compétences (l'Union doit toujours agir dans le cadre des politiques définies dans la Partie III) mais une insuffisance des pouvoirs d'action.